



PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE COMTÉ

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Franche-Comté

Arrêté n°Ae-2014-000157 du 11 MARS 2014

**Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
du projet suivant :**

**Défrichement de 1,43 ha dans le cadre de la création de la Zone
d'Aménagement Concerté (ZAC) "Les Hauts de l'Allaine" à Delle (90)**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.214-1, R.214-1 (nomenclature de la loi sur l'eau) ;

Vu le code forestier (nouveau), notamment ses articles L341-1 et suivants, R341-1 et suivants (autorisation de défrichement) ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et suivants, R411-1 et suivants (protection des espèces et de leurs habitats) ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 22 février 2011 concernant le projet de création d'une ZAC sur la commune de Delle (lieux-dits « Vergerets » et « Montreux ») ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2014-000157 relatif à la réalisation d'un défrichement dans le cadre de la création de la ZAC "Les Hauts de l'Allaine" à Delle (90) reçu et considéré complet le **04/02/2014** ;

Vu l'arrêté du préfet de région n°2014-002-0001 du 2 janvier 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marie Carteirac, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 25 février 2014 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires du 11 mars 2014 ;

Considérant :

1. la nature du projet, qui consiste en un défrichement de 1,43 ha dans le cadre de la création de la ZAC "Les Hauts de l'Allaine" à Delle, au niveau des lieux-dits « Vergerets » et « Montreux » (90) ;

qui vise la rubrique 51°/ du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 311-2 du code forestier et portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares ;

qui est une opération du projet plus global de création d'une ZAC, qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale pour laquelle un avis de l'autorité environnementale a été rendu en 2011 ;

2. la localisation du projet :

- au niveau d'un secteur ne présentant pas de zonage environnemental sensible particulier, l'avis de l'autorité environnementale visé ayant toutefois mis en évidence des enjeux relatifs à la biodiversité, surtout au niveau des secteurs de vergers et prés vergers ;
- au niveau d'un espace où il n'existe pas de massif forestier à proprement parler, le défrichement portant sur des formations linéaires et des bosquets de faible surface ;

3. les impacts non notables du projet sur le milieu, compte tenu :

- de la conservation et de la mise en valeur des principales formations arborées du secteur dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC ;
- de la compensation des surfaces défrichées par des plantations nouvelles ;

Arrête :

Article 1^{er}

Le projet de défrichement dans le cadre de la création de la ZAC "Les Hauts de l'Allaine" à Delle (90) **n'est pas soumis à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Besançon, le

11 MARS 2014

**Pour le préfet de région
et par délégation,**

Le Directeur Régional


Jean-Marie CARTEIRAC

Voies et délais de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux

M. le préfet de région Franche-Comté
Secrétariat général aux affaires régionales,
8bis rue Charles Nodier, 25035 Besançon Cedex

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

M. le préfet de région Franche-Comté
Secrétariat général aux affaires régionales,
8bis rue Charles Nodier, 25035 Besançon Cedex
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense CEDEX
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Besançon
30, rue Charles Nodier
25044 Besançon Cedex
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

